

Lettre ouverte du Groupe Vigilance Esthétique

Le Groupe Vigilance Esthétique et la Société Française d'Esthétique en Dermatologie souhaitent exprimer leur vive inquiétude face à la multiplication des pratiques d'injections illégales réalisées par des personnes non qualifiées, appelées « fake injectors ».

Le 12 février 2026, nous avons participé à une table ronde à l'Assemblée Nationale consacrée aux dérives en médecine esthétique, aux risques encourus par les patients, ainsi qu'à l'importance cruciale de l'information en santé auprès de nos concitoyens. À cette occasion, nous avons réaffirmé notre engagement en faveur de l'éducation en santé et de la prise en charge des complications liées à ces pratiques.

Aujourd'hui, nous avons appris avec une profonde émotion le décès d'une jeune femme, survenu en région lyonnaise, à la suite d'une injection d'acide hyaluronique réalisée par un praticien non qualifié et non médecin. Cet événement dramatique illustre les dangers bien réels de ces actes illégaux.

Le Groupe Vigilance Esthétique est profondément choqué par ce drame. Ces injections, réalisées sans formation, sans qualification et en dehors de tout cadre médical, mettent directement en danger la vie des patients.

En quelques minutes seulement, il est possible de trouver sur les réseaux sociaux, notamment Instagram, des dizaines de comptes proposant des injections avec des promotions trompeuses. Ces offres séduisantes masquent une réalité dangereuse. Les actes sont réalisés sans vérification des antécédents médicaux, des traitements en cours et des risques encourus. Il n'y a aucune traçabilité des produits utilisés, aucune connaissance des compositions chimiques, aucune sécurité.

Les patients, souvent vulnérables et influencés par des campagnes marketing agressives et mensongères, deviennent ainsi les cibles d'un marché lucratif, mais extrêmement dangereux.

Nous lançons aujourd'hui un appel à une prise de conscience collective. Il est de notre responsabilité de protéger la population contre ces pratiques illégales qui ne sont pas sans risques.

Face à cette situation, il est impératif d'agir et d'avoir tous les moyens pour informer, diffuser et protéger notre population.

Il est nécessaire que ces fake injectors ne puissent avoir d'activités et soient coupés de tout moyen de recrutement.

Par cette lettre ouverte, nous sollicitons l'engagement et le soutien des Instances Ordinales, des Syndicats Médicaux, des Sociétés Savantes, ainsi que des pouvoirs publics, notamment le Conseil des Ministres, l'Assemblée Nationale, Madame Stéphanie Rist, Ministre de la Santé, et Monsieur Emmanuel Macron, Président de la République.